

## Hôpital de Meulan-Les Mureaux : la grève permet d'arracher deux postes

### Interview

Propos recueillis  
par Dominique Martin

**C**e lundi 8 janvier, premier rassemblement devant l'entrée des urgences à l'appel de la section CGT de l'hôpital. La direction qui refuse l'embauche d'un personnel supplémentaire la nuit a proposé aux grévistes une réunion qui s'est tenue lors du rassemblement. Sans résultat. Pour elle il n'y a pas assez de passages aux urgences pour créer un poste d'infirmière de nuit. « Le syndicat avait donc déposé un préavis de grève illimitée », explique David, délégué syndical CGT. « De plus la direction nous dit qu'elle ne trouve personne à recruter. Pour nous, la CGT, c'est faux. Le travail aux urgences est attractif. En fait, moins le GHT-Yvelines-nord embauche plus le déficit du CHIMM se résorbe. La semaine prochaine, l'ARS visite le site pour une certification. On sera là ! »

#### Quelle est la position des élus locaux ?

Lors des séances du conseil de surveillance, nous les interrogeons sur la question des embauches. Mais ils sont sensibles à l'argumentation de la direction. Sarah, infirmière depuis 6 ans au CHIMM explique. « Souvent l'infirmière en charge de l'accueil est appelée pour soigner un



Piquet de grève à l'hôpital de Meulan-Les Mureaux le 8 janvier

patient. Cela désorganise le service. La direction nous demande de prioriser pour soigner les patients, mais c'est impossible. De nombreux collègues sont en burnout. Il y a beaucoup de turn-over. Depuis 2 ans, la CGT demande un poste de soignant de plus aux urgences de nuit. La direction refuse et exerce une pression très dure sur les personnels avec des menaces sur leur déroulement de carrière. Cela entraîne une forte maltraitance sur les infirmiers et sur les malades. 80 à 90% des grévistes sont assignés à leur poste par la direction pour que le service fonctionne. Nous avons aussi des revendications sur les conditions et le temps de travail comme le temps du repas non pris en compte. La direction nous propose une prime plutôt que l'embauche ! »

*Il y a eu de fortes mobilisations ces dernières années avec la population,*

*dans l'unité pour garder la « réa » par exemple. Les urgences de nuit ont fermé 2 mois cet été et la maternité, 3 semaines plus 2 semaines cet hiver. Qu'en pensez-vous ?*

Il y a une importante fuite de personnels. On voit que le GHT n'investit pas dans notre hôpital. On invite tous les élus, les Meulanais et les Muriautins à se joindre à nous.

#### Une première victoire

**Le 15 janvier**, les personnels et le syndicat ont obtenu satisfaction sur leurs revendications en termes d'embauche de personnels : un poste infirmier pour les urgences de nuit, un poste d'aide-soignant pour les urgences de jour, ainsi que la prise en compte du temps de repas et du temps de transmission (après douze heures de service), comme du temps de travail effectif.

## Editorial

### Pour l'unité contre Macron et son gouvernement

**Mobilisation des agriculteurs, grève massive dans l'enseignement le 1er février, multiples grèves dont personnes ne parlent et dont vous trouverez un écho dans ce supplément 78 de la Tribune des travailleurs.**

Alors que la révolte gronde le gouvernement ATTAL-MACRON aggrave encore les attaques contre toute la population.

Blocage des salaires, à commencer par ceux de la fonction publique alors que les prix flambent.

A l'école « choc des savoirs » volonté d'aller vers une école laissant de côté les élèves des milieux populaires – ceux qui ne sont pas au lycée Stanislas, comme le sont les enfant de la ministre Oudea –Castera – avec groupes de niveaux en collège, filtre pour aller au lycée, stages en entreprises ou au SNU en seconde et pour la jeunesse l'uniforme, l'armée ou la prison et même les « travaux d'intérêt général pour les parents de jeunes délinquants ».

Face à ce programme de choc, les travailleurs sont en droit d'attendre des organisations qui parlent en leur nom, qu'elles organisent la légitime défense.

**Rejoignez le Parti des travailleurs.**

# PLAISIR

## Conditions de travail, salaires, effectifs : les agents de la ville en grève

**U**ne grève massive a réuni les personnels de la ville de Plaisir (78) ce vendredi 22 décembre. La presque totalité des cantines et des centres de loisirs ont été fermés. Madame la maire a voulu empêcher la grève en concédant la veille de celle-ci la promesse d'une prime de 200 euros pour la fin du mois de janvier et d'au moins 50 % de la prime pouvoir d'achat en février soit au moins 400 euros.

Cela n'était pas suffisant. La grève a été décidée et elle a été massive. Une cinquantaine d'agents, notamment les agents des cantines, toutes des femmes, se sont rassemblés et ont décidé d'aller devant la mairie avec leurs slogans et leurs pancartes. Elles ont obtenu que la maire reçoive toutes les manifestantes. La réunion, en présence des responsables syndicaux, a



permis d'exprimer toutes les revendications : les conditions de travail difficiles, les salaires bloqués, les propos méprisants des responsables des cantines, et surtout le manque d'effectif. Tous les jours, il est demandé aux agents de travailler avec une ou deux collègues en moins dans l'équipe et de faire, malgré

ces absences, toujours le même travail. Finalement au bout de deux heures de discussion la maire accepte de payer la journée de grève : il n'y aura pas de retenue sur salaires. Elle promet de revoir le personnel en janvier et d'apporter des réponses. Un animateur regrette que

« le problème du manque d'effectifs n'ait pas été traité ; or c'est le problème de fond ».

Une agent résume les choses : « avec la grève on a le sentiment d'avoir gagné quelque chose ; on a bon espoir d'obtenir des avancées. Sinon la prochaine fois il y a aura une grosse mobilisation ».

## Palestine

### De nombreuses manifestations se sont déroulées dans les Yvelines

**N**ous étions présents dans les manifestations et nous avons diffusé les tracts du Parti des Travailleurs disant : halte au massacre, halte au génocide, arrêt des bombardements, arrêt du blocus de Gaza. L'ONU n'est pas la solution c'est elle qui a imposé en 1947, le partage de la Palestine en deux états. L'état palestinien n'a jamais existé, juifs et arabes tous unis contre Netanyahu, Biden et Macron, pour une Palestine unique, laïque, démocratique et fraternelle.







**Mantes-la-Jolie, Lycée Jean-Rostand.** Les personnels, dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail. Ils demandent pour eux et leurs élèves des moyens.

## MANTES-LA-JOLIE

# Les personnels du lycée Jean-Rostand décident la grève

Les personnels sont confrontés, comme ils le disent eux-mêmes dans leur tract, à une dégradation de leurs conditions de travail : jets de pierres, tirs de mortiers, menaces et même menaces de mort envers des collègues. Les personnels, enseignants, vie scolaire, agents, ont répondu par une grève massive le mardi 9 janvier ; les syndicats SUD, FO, FSU sont dans l'action. Et ils se sont rassemblés devant l'établissement ; des parents d'élèves sont également présents. Ils formulent des demandes précises : des personnels supplémentaires (CPE, surveillants, infirmières, enseignants) et notamment des moyens pour

dédoubler les classes en demi-groupe. Réunis devant la grille de l'établissement des enseignants témoignent :

**« Des postes d'enseignants ne sont pas pourvus pendant des mois et cela pénalise les élèves »**

« Tout ce qu'on veut c'est que le rectorat réponde à nos demandes. On alerte depuis années sur la dégradation de la situation sur les moyens dont on a besoin et rien ne change. Ce que fait la police ce n'est pas notre sujet, on ne veut pas être instrumentalisés »

« On manque de plein de choses. Même le

mobilier scolaire est inadapté. »

« On a tellement à dire : les quelques avantages qu'on avait s'amenuisent d'année en année. Comme nous sommes un lycée, on n'est même pas en REP et donc on n'a pas la prime ni les points pour la mutation. Il y a un énorme turn-over des profs. Il n'y a pas d'équipe pédagogique stable. Des postes d'enseignants ne sont pas pourvus pendant des mois et cela pénalise les élèves qui évidemment n'ont pas cours. Les moyens diminuent et les demi-groupes sont moins nombreux. On a de moins en moins de temps pour s'occuper de chacun de nos élèves. On veut une réponse à nos demandes. »

## Témoignage

GARGENVILLE

### Intoxication à la cantine du collège : on veut savoir ce qui s'est passé

Une parente d'élève témoigne : 47 enfants ont été intoxiqués par ce qu'ils ont mangé à la cantine du collège Albert Camus de Gargenville. En fait 47 c'est le nombre des élèves vus par un médecin. Mais une vingtaine d'élèves sont rentrés chez eux dès le midi. Dès l'après-midi des élèves ont été victimes de nausées, de maux de ventre ou vomissements, certains ont vomis du sang. Les secours sont intervenus rapidement, les ambulances du SMUR et les pompiers sont venus dès le début d'après-midi. Des élèves ont été conduits à l'hôpital. Certains ont été malades pendant 2 ou 3 jours. On soupçonne une intoxication alimentaire, qui serait due à la présence de la salmonelle dans des samoussas qui auraient déjà été servis le vendredi et qui ont été présentés de nouveau le lundi aux élèves. Depuis, la presse révèle que les analyses des aliments, des locaux et de l'eau n'ont révélé aucune trace pouvant expliquer une infection. La presse évoque même un possible phénomène psychologique collectif. Mais a-t-on fait de prélèvements sur les enfants ? c'est pourtant facile de voir si un élève a contracté une bactérie ou un virus par un analyse de sang, d'urine ou de selles. Voudrait-on étouffer l'affaire ? Une chose est sûre : La cuisine est gérée par C'MIDY une filiale du conseil départemental des Yvelines et de la SODEXHO. Le service de cantines des collèges du département a été de fait privatisé et on le sait, la SODEXHO ne recherche qu'une chose : faire du profit.

## Renault-Flins « Pourquoi j'ai adhéré au parti des travailleurs »

**A**bdoulaye, ouvrier à Renault flins, vient d'adhérer au Parti des travailleurs. Il présente la situation de l'usine. La direction de Renault a annoncé que la production de la ZOE, la voiture électrique fabriquée par Renault va s'arrêter en mars 2024. La production est déjà très faible, 42 véhicules jour à la chaîne et 42 sur le parking, soit 84 voitures au lieu des 175 produites il y a deux ans. Dans quelques mois l'usine de Flins ne fabriquera plus d'automobiles, il ne restera plus que l'atelier de tôlerie et l'emboutissage, le magasin des pièces détachées et la rénovation de véhicules d'occasion. Actuellement, il y a moins de 2000 ouvriers encore

en activité à Flins. Il reste plus que 300 ouvriers au montage. La majorité sont des intérimaires. Un intérimaire, même s'il travaille pour Renault depuis plusieurs années ne bénéficie pas des avantages Renault. On leur fait miroiter une embauche comme employé de Renault mais rien n'est sûr, surtout maintenant. Tout est flou. On ne sait pas ce que va devenir l'usine et donc nos emplois. Tu ne sais pas à qui faire confiance. Macron il casse tout, il détruit l'industrie, il détruit les emplois. Il faut qu'il parte. Le maintien des emplois à Flins, c'est cela la revendication essentielle. Pour l'instant il n'y a pas d'action syndicale. Il faut l'unité pour l'obtenir.

## Colère paysanne

« Qu'ils augmentent les salaires de tous les travailleurs, ça augmentera les revenus des agriculteurs ! » Une agricultrice sur un barrage



**Barrière de péage de Buchelay sur l'A13**, Les agriculteurs ont bloqué l'autoroute afin de faire entendre leurs revendications.

**D**epuis la mi-janvier, les paysans multiplient les barrages pour faire prévaloir leurs revendications. Ils n'acceptent plus que leurs exploitations soient étranglées par la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne et les patrons de l'industrie agroalimentaire. Ils n'acceptent plus de revendre à perte leur production aux grands groupes et de vivre dans la misère ou bien de devoir se séparer de leurs terres ou de leurs élevages au profit des géants de l'agroalimentaire. Ils savent que cette situation n'est pas la faute des consommateurs, mais celle de tous ceux qui – gros patrons du secteur, gouvernement et

Union européenne – non seulement bloquent les salaires des travailleurs, ne leur permettant pas de consommer des produits alimentaires de qualité, mais, en plus, les étranglent. Pendant ce temps-là, le gouvernement multiplie les rencontres avec les seuls représentants des « gros » agriculteurs. Pourtant, ce sont ceux-là mêmes qui sont responsables de la crise actuelle, en se gavant sur le dos des agriculteurs et des consommateurs. Cette politique pour les « gros » est organisée par le gouvernement Macron-Attal. Face à cette politique, une seule solution : l'alliance ouvrière et paysanne.

## La lutte en image

**Mardi 6 février.** Les parents d'élèves du nouveau collège du val fourré de Mantes-la-Jolie ont organisé "Une Journée collège mort" avec le soutien des enseignants de l'établissement.

